

Italie, Allemagne, Royaume-Uni : les 3 maillons (faibles ?) sur lesquels l'Europe joue son avenir à partir de dimanche



En Italie, Berlusconi revient. En Allemagne, Merkel vacille. Et en Grande-Bretagne, Theresa May déraile sur le Brexit. Décidément, c'est la semaine chaude pour l'avenir de l'Europe.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Il y a des semaines comme cela. **Celle qui démarre ce dimanche va être très chaude pour l'Europe et son avenir. En Italie, on vote pour mettre en place une nouvelle majorité qui pourrait être dominée par des mouvements populistes plus ou moins téléguidés par Berlusconi.**

En Allemagne, on consulte les militants pour savoir s'ils acceptent les modalités du compromis arraché par Angela Merkel pour asseoir sa coalition entre le SPD et la CDU et ça n'est pas gagné.

Pendant ce temps-là, la Grande-Bretagne de Theresa May ne réussit pas à trouver une solution pour un Brexit qui ménagerait les intérêts des anglais. Résultat : Theresa May sombre dans la colère et l'impuissance.

Cette accumulation de catastrophes annoncées surgit au moment où le sentiment d'appartenance européenne a plutôt tendance à se renforcer, nous disent les sondages. L'activité économique et la détermination du président français ont crédibilisé les projets de réformes. Mais comment réformer l'Europe si, sur le terrain politique, trois des plus puissants pays d'Europe ont des états d'âme sérieux.

Ce qui va se jouer en Italie est extrêmement important. L'Italie aura voté ce dimanche et les Italiens pourraient ramener Berlusconi aux portes du pouvoir.

Alors, Silvio Berlusconi, pour plein de raisons juridiques et fiscales, ne pourra sans doute pas prétendre à exercer ce pouvoir, mais il aura la majorité pour tirer les ficelles de la politique qui sera appliquée. Or, l'Italie qui avait entrepris un redressement absolument spectaculaire pourrait se retrouver dans des courants populistes qui lui feraient abandonner les efforts consentis jusqu'alors et qui commençaient à porter leurs fruits et à ramener l'Italie dans le club des pays leaders de l'Union européenne. Ce retournement de positionnement en Italie interviendrait à un moment charnière où les banques restent très fragiles et peuvent avoir besoin de la solidarité européenne. Cette solidarité est évidemment conditionnée par la détermination des italiens à respecter les règles de l'Union. En clair, si les amis de M. Berlusconi ont les moyens de prendre du recul par rapport à Bruxelles, on voit mal les banques italiennes s'en sortir indemnes. Or, l'Italie n'est pas la Grèce. L'Italie appartient à la zone euro et elle en est un des piliers incontournables et systémiques.

En Allemagne, les militants du SPD vont dire ce dimanche s'ils acceptent que leur parti participe au prochain gouvernement de Mme Merkel ou pas. Les vieux briscards du SPD ne sont pas enthousiastes, ils considèrent que leurs expériences passées leur ont coûté très cher sur le terrain politique. Beaucoup de cadres du SPD auraient souhaité faire une cure d'opposition. Ils ont finalement accepté de négocier un compromis. Ce compromis leur est très favorable, à la fois en termes de postes obtenus dans le prochain gouvernement et dans l'orientation de la nouvelle politique économique. La consultation des membres du SPD devrait donc permettre à Mme Merkel de gouverner. Sauf que du côté de sa famille, les adhérents de la CDU sont eux aussi colère contre la chancelière qui aurait, selon eux, fait trop de concession. Mme Merkel pourra gouverner dans le cadre de l'accord de gouvernement qu'elle a scellé avec le SPD, mais elle devra gérer la frustration de beaucoup de ses amis. La gouvernance promet d'être compliquée et la ligne politique assez peu lisible. La perspective d'un assouplissement de la politique économique attendu par l'ensemble de l'Europe n'est pas assurée.

L'Allemagne va sans doute desserrer un peu les cordons de la rigueur et redistribuer une partie des fruits de sa compétitivité sous forme de demande interne et d'investissements nationaux. Cette inflexion va donner de l'oxygène aux autres économies de l'Union européenne, mais elle n'ira pas jusqu'à accepter une réforme de la gestion des dettes. Pas question de rentrer dans une logique de mutualisation des dettes. Les allemands, SPD compris, ne sont pas prêts à tirer des chèques pour des pays dont ils ne contrôlèrent pas étroitement la politique économique. Du moins, pas avant que les pays de l'Union soient revenus dans les clous de Maastricht. C'est possible pour la plupart des pays de l'Europe du nord, c'est plus difficile pour l'Espagne et le Portugal, encore que ces deux pays sont sur la bonne voie. L'Italie avait pris des engagements de rigueur certes, mais les amis de Mr Berlusconi ont fait campagne sur une autre ligne, d'où les menaces qui pèsent sur l'équilibre de leurs banques. Quant à la France, elle aura du mal à respecter les critères de bonne conduite. En dépit des réformes, la France n'a encore rien fait du côté des dépenses publiques.

Du côté de la Grande Bretagne, la préparation du Brexit tourne véritablement à la foire d'empoigne. Les dernières moutures du projet d'accord qui présidera à la période de transition, et qui ont été présentées par Theresa May, n'ont marqué aucun progrès. Au contraire, la Première ministre complètement coincée entre les purs et durs du Brexit et ceux de plus en plus nombreux qui voudraient un Brexit qui ne change rien par rapport à l'appartenance à l'Union européenne, Theresa May a proposé un projet qui va dans le mur. Aucune solution en Irlande, sauf le retour à une frontière physique entre le nord et le sud, inacceptable pour les européens et même pour les irlandais qui craignent un retour au passé dramatique. Aucune proposition pour les résidents européens en Grande Bretagne ou ceux qui arriveraient pendant la période transitoire. Aucune avancée sur la modalité des échanges commerciaux, libre échange pour les uns, droits de douanes pour les autres.

Du coup, Michel Barnier a tout renvoyé et Theresa May s'est mise en colère avant de sombrer dans une profonde déprime et sollicitude.

La situation britannique est donc en train de pourrir et d'inquiéter toute la City qui prend conscience qu'il va lui falloir déménager.

Dans un tel nœud de complexités juridiques, fiscales, sociales et idéologiques, la réforme de l'Europe risque de tourner au chaos.

D'où l'embarras et la discrétion très diplomatique d'Emmanuel Macron qui se pensait un destin européen. Alors ce destin n'est pas barré. Parce qu'actuellement, la France paraît le pays en Europe le plus stable, le plus visible et le plus responsable.

Sauf que la France ne pourra pas faire l'Europe toute seule. Ses projets de réformes sont cohérents et plausibles, mais les grands pays ne peuvent ni les écouter, ni les lire.

Cela dit, la crise en Europe a toujours rendu les peuples intelligents. A partir du moment où il n'y a pas de solution alternative à la réforme, l'Union européenne peut renaître du chaos, si ce chaos est inévitable. Il y a des précédents historiques.